

VOLUME 7 NUMÉRO 2

ULTIMATUM)))

LE JOURNAL DE L'ASSOCIATION
POUR UNE SOLIDARITÉ SYNDICALE ÉTUDIANTE
NOVEMBRE 2007



LE
15
NOVEMBRE
DANS LA
RUE!

CAR
L'ÉDUCATION
EST UN DROIT.

ÉDITORIAL

« Y'en aura pas de facile! »

*Par le Conseil exécutif
et le Comité journal*

« Y'en aura pas de facile! » Il ne faut surtout pas oublier que cet adage populaire était définitivement présent dans l'essence des réflexions que cogitaient les militants et les militantes à la fin de la session d'hiver 2007. Face à une conjoncture politique de droite clairement défavorable à nos revendications et à un dégel des frais de scolarité imminent, les enjeux stratégiques dans le cadre du plan d'action qui serait dressé pour la session d'automne 2007, étaient de la plus haute importance. C'est finalement vers une campagne de grève générale illimitée qu'avaient alors abouti les réflexions. Aujourd'hui des constats s'imposent, mais une chose est certaine, le temps est toujours à l'action!

L'ère du néolibéralisme, construite politiquement et socialement depuis plus de trente ans, provoque un désengagement de l'état inquiétant, qui affecte non seulement le système d'éducation, mais également l'avenir de l'ensemble des programmes sociaux. Les responsabilités collectives sont reléguées à l'espace privé, comme un poids pesant sur les épaules individuelles. Pendant ce temps, des crises financières sans précédent sévissent dans les divers cégeps et universités. Alors que l'exode rural menace de fermeture les établissements d'éducation situés en région, on observe également une problématique sérieuse d'explosion du ratio professeur-e/élèves dans les établissements concentrés majoritairement en milieux urbains. Comme si la situation n'était pas suffisamment alarmante, le sous-financement du réseau post-secondaire est récurrent et s'amplifie d'année en année. On ne peut évidemment pas passer sous silence le dernier affront du gouvernement, soit la hausse des frais de scolarité, qui n'assure en rien un meilleur financement, mettant ainsi fin à la situation de crise actuelle, mais qui nous laisse toutefois une certitude: celle d'aggraver la problématique d'accessibilité aux études.

Ces constatations nous laissent donc devant un constat clair: C'est ce même contexte, celui qui teintait de prudence et d'appréhension nos réflexions sur l'orientation de notre plan d'action, qui est à l'origine de la crise actuelle du système d'éducation. Nous sommes donc face à

un charmant paradoxe! En effet, nous nous retrouvons tiraillé-e-s entre la crainte d'un rejet et d'une lapidation du mouvement étudiant sur la place publique et l'urgence d'agir avec force, certitude et détermination.

Jonglant avec les mêmes éléments de cette conjoncture politique et sociale, les associations étudiantes membres de l'ASSÉ avaient lancé à la fin de la session d'hiver 2007 une campagne de grève générale illimitée. Bien que cette campagne faisait suite à une escalade des moyens de pression qui avait cours depuis près d'un an, force est de constater que tous et toutes n'étaient pas rendu à la même étape.

Luttant à contre-courant, l'escalade de nos moyens de pression n'a pas été le point de mire médiatique durant la campagne entamée à l'automne 2006.

C'est dans un contexte complexe et ardu de désinformation et de médisance, que s'est entamée la mobilisation vers la grève générale illimitée envisagée cet automne. En effet, le discours dominant favorable au dégel des frais de scolarité ainsi que les nombreuses sorties éditoriales en défaveur des revendications mises de l'avant par l'ASSÉ, plus particulièrement en ce qui concerne la gratuité scolaire, ont su se faire entendre. Ce contexte s'est évidemment fait ressentir sur le terrain, et ultimement dans les assemblées générales. Bien que 7 mandats de grève générale illimitée ont été obtenus dans des modules et facultés universitaires, les associations étudiantes collégiales n'ont pas emboîté le pas en se prononçant contre des mandats de grève. Sans l'appui de ces dernières, la campagne de grève générale illimitée pour cet automne a été mise sur la glace, jugeant le rapport de force présentement insuffisant pour mener une lutte contre l'ensemble de la classe politique. Ceci ne signifie cependant en rien le repos des troupes!

Le rapport de force étant l'élément fondamental du syndicalisme de combat, il est donc primordial que la suite de l'escalade des moyens de pression serve à sa construction. Car, c'est de cette façon que l'on pourra défendre, avec l'appui d'un mouvement large et combatif, le droit à l'éducation.

C'est exactement en ce sens que s'inscrit le plan d'action adopté au congrès du 20 et 21 octobre 2007. On poursuit donc la mobilisation sur les

revendications de la campagne Pour un réinvestissement, pas n'importe comment!, avec entre autres une journée thématique sur la conciliation étude-famille le 31 octobre. Aussi, trois nouvelles journées de grève sont prévues à l'horaire militant, soit le 14, 15, et 16 novembre. Durant ces journées de grève, se tiendra le 14 novembre, dans une optique d'éducation populaire, une journée nationale de formation, qui nous permettra d'approfondir les débats sur divers enjeux sociaux. Le 15 novembre, à vos pancartes, bannières et slogans: nous descendons dans la rue pour une manifestation nationale! Toujours encrée dans la poursuite de l'escalade des moyens de pression, une journée de perturbation économique est à l'ordre du jour pour la fin novembre... Finalement, beaucoup de réflexions, d'analyses et de constats restent à mûrir sur le dénouement de la présente situation. Le congrès prévu les 1er et 2 décembre nous permettra sans doute d'en faire un bilan exhaustif qui saura orienter la suite de la lutte.

Les comparaisons avec 2005 furent de toutes parts. 2005 se caractérise toutefois par un appui sans précédent des médias et de l'opinion publique. Cet appui est cependant un facteur fuyant et inconstant sur lequel il ne faut guère miser à outrance. Bon nombre de luttes sociales ont eu gain de cause malgré le manque de soutien médiatique et c'est pourquoi nous devons aussi construire un rapport de force au niveau du discours. Notre projet de société n'est pas dilluable.

Certes, nous avons subi de nombreuses attaques, mais ce qu'il faut constater, c'est que plus une idée fait son chemin, plus elle suscite la controverse et plus elle est susceptible d'être décriée sur la place publique. « Parlez-en bien, parlez-en en mal, mais parlez-en! » nous dicte l'avisé adage populaire. Le débat sur la gratuité scolaire est bien enclenché à l'échelle nationale. Mettons fin à la tendance prépondérante du mouvement étudiant à qualifier ces luttes d'échecs. Le débat est là, sans faire fit des constats négatifs, concentrons-nous maintenant à l'orienter et à offrir à nos revendications un plan d'action et des moyens de pression à leur juste valeur. Ne laissons pas souffler notre gouvernement, et assurons-lui que ses sueurs froides de cet automne sont les symptômes d'une attaque virulente se perpétuant et se concrétisant jour après jour.

Comment contribuer au journal ?

L'Ultimatum est un journal fait par et pour des étudiant-e-s. Nous avons toujours besoin d'aide. Viens nous rencontrer, nous sommes gentils et gentilles.

ultimatum@asse-solidarite.qc.ca

- ★ En écrivant des articles
- ★ En proposant des sujets à traiter
- ★ En le diffusant dans ton milieu
- ★ En créant des dessins et des illustrations
- ★ En étant impliqué dans le comité journal

L'Ultimatum est le journal de l'ASSÉ; il est produit par le Comité journal et ses collaborateurs et collaboratrices. Merci à tous ceux et celles qui ont contribué, mais il est 1 heure avant le *deadline* et je n'ai pas de le temps de vous nommer dans le bloc technique.

Graphisme, photographie sous pression: David Simard

Impression: Payette et Simms / Tirage: 15 000 exemplaires / Distribution: *Come on!*

Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec: ISSN: 61999, No. 619994

Sommaire

| | |
|---|---|
| Tarification: mythes et réalités..... | 3 |
| L'UQAM, toujours en crise?..... | 4 |
| Gare à la presse..... | 4 |
| S'occuper de politique..... | 5 |
| Répressions diverses..... | 5 |
| L'IPU et la loi cadre..... | 6 |
| Fabrique de l'étudiant-e consenten-e... | 7 |

Tarification de l'éducation : mythes et réalités

Philippe Hurteau et Marc Daoud,
chercheurs à l'IRIS.

Selon la situation socioéconomique
familiale des personnes de 18 à 21 ans.

Dans sa plus récente étude sur la tarification de l'éducation postsecondaire, Gratuité scolaire et réinvestissement postsecondaire: Trois scénarios d'application, l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) a révélé l'état de la crise qui touche ce réseau d'enseignement. Cette crise se traduit par trois symptômes distincts, mais liés les uns aux autres : (1) le sous-financement structurel des institutions d'enseignement, (2) la privatisation des sources de revenus de ces institutions et (3) l'inaccessibilité à l'éducation postsecondaire pour les plus démunis. La tendance courante est d'invoquer une augmentation des frais de scolarité afin de relever le financement en éducation postsecondaire. Dans ce court résumé, nous étudierons une alternative inverse qui permettrait de garantir l'accessibilité aux études et un financement public fort : la gratuité scolaire.

Impacts de la tarification de l'éducation postsecondaire

La tarification des études postsecondaires cause plusieurs problèmes socio-économiques liés à l'endettement étudiant et à l'inaccessibilité pour les moins nantis. Le taux de fréquentation des familles moins nantis est de 19,5% alors qu'il est de 45,6% pour les jeunes en provenance de familles aisées.

L'iniquité en matière d'accessibilité s'étend aussi sur la qualité de vie des étudiant-e-s. Une étude du Conseil des Ministres de l'Éducation du Canada nous révèle que «... les étudiant-e-s dont les parents ont un revenu faible sont beaucoup plus susceptibles d'étudier à temps partiel, d'avoir choisi un établissement d'enseignement ayant des droits de scolarité moins élevés, d'avoir allégé leur charge de cours ou interrompu leurs études.» Ajoutons à cela que 38% des jeunes défavorisés voient dans l'endettement le principal frein à la poursuite de leurs études.

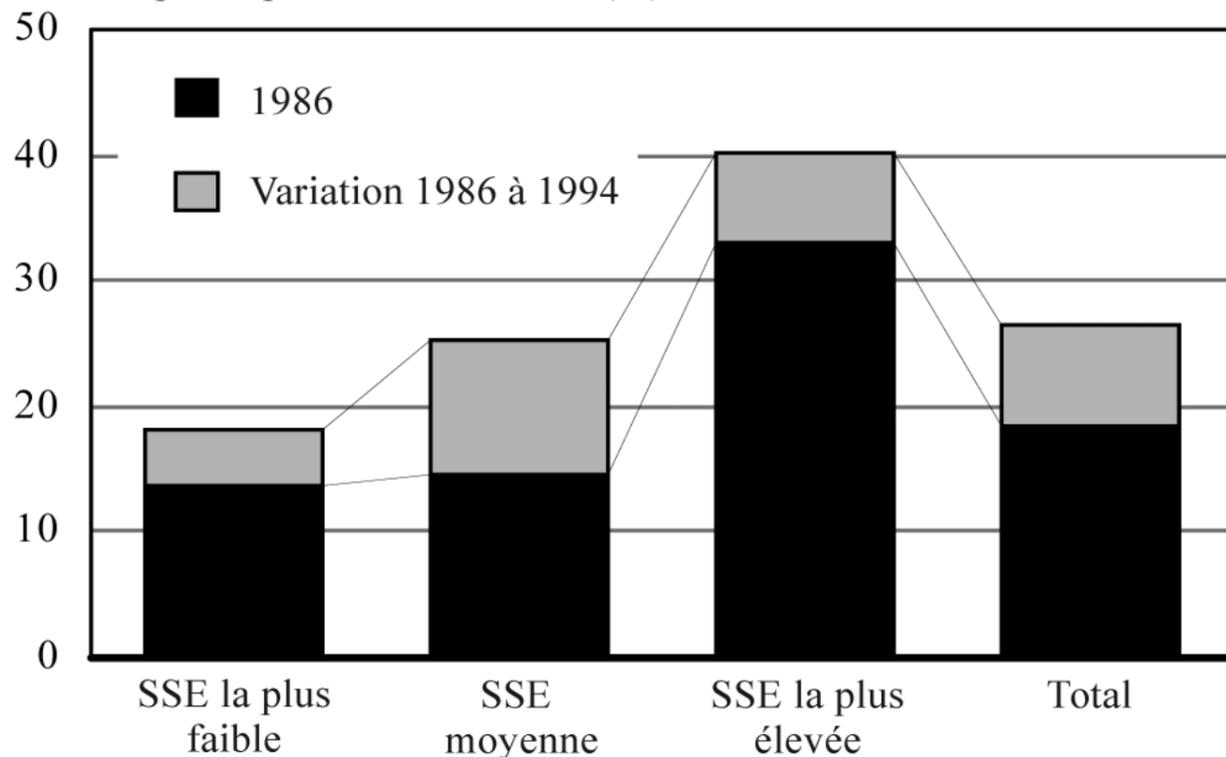
En clair, le fait d'imposer une barrière tarifaire aux études nuit à la fréquentation scolaire, modifie le parcours académique des étudiant-e-s et touche principalement les jeunes provenant de familles défavorisées.

Inversement, le fait de lever cette barrière permet de réajuster une partie de ce déséquilibre et de favoriser la fréquentation postsecondaire. Si l'on compare les taux de participation aux études postsecondaires de l'ensemble du Canada, c'est-à-dire au collégial et à l'universitaire, on constate que c'est au Québec que la fréquentation est la plus élevée. Avec un taux de participation de près de 70%, le Québec est en avance sur la moyenne canadienne. Rappelons que c'est au Québec que les frais de scolarité pour les étudiant-e-s sont les plus bas au Canada, tant à l'universitaire que dans le système collégial.

Hausse des frais de scolarité et désengagement de l'État

La tendance récente pour le financement des universités canadiennes est axée sur l'augmentation des frais de scolarité. Pourtant, l'expérience québécoise d'augmentation des droits de scolarité s'est déjà soldée par un échec au début des

Taux de participation universitaire (%)



Alors qu'en 1986 les proportions d'étudiants et d'étudiantes issu-e-s de situations économiques faibles et moyennes sont à peu près égales (respectivement 13,7% contre 14,5%), en 1995, après des hausses de frais importantes au Canada en général (dégel des frais de scolarité au Québec en 1989 notamment), ces proportions s'établissent à 18,3% contre 25,3%. C'est donc dire que les frais de scolarité sont un obstacle majeur à la poursuite des études universitaires pour les jeunes issus de milieux populaires et que leur hausse accentue le clivage entre les classes sociales.

Source : Revue trimestrielle de l'éducation, Statistique Canada, vol. 6, numéro 4, 2000

années 90. Les droits de scolarité étaient alors passés de 519 \$ à 1703 \$ en sept ans. À l'époque, le gouvernement a tenté de justifier cette hausse par le sous-financement des institutions d'enseignement et s'était engagé à lier l'augmentation à un investissement durable en éducation.

Dans les faits, il n'y a pas eu réinvestissement, mais bien substitution des sources de financement des universités. La contribution gouvernementale est passée, en proportion des revenus des universités, de 87% en 1988 à 71% en 2002. Parallèlement à ce retrait étatique, on observe, pour la même période, une augmentation des cotisations étudiantes (de 5,4% à 9,5%) et des investissements privés (de 7,5% à 19,6%). La hausse des droits et des autres frais de scolarité ne règle donc pas le sous-financement des institutions d'enseignement, mais décharge l'État de sa responsabilité de financer le réseau postsecondaire au profit d'une augmentation des cotisations individuelles et privées.

Comment financer la gratuité scolaire ?

Puisque la tarification de l'éducation postsecondaire nuit à l'accessibilité des plus démunis et que les hausses de frais de scolarité facilitent un désengagement étatique, il est essentiel de considérer l'option de la gratuité scolaire. Rendre l'éducation accessible pour tous et toutes par l'abolition complète des frais de scolarité au postsecondaire et régler le sous-financement coûterait au trésor public québécois 1,22 M\$ annuellement.

Pour éviter de tomber dans une avalanche de chiffres, disons simplement qu'il est possible de

financer la gratuité scolaire et d'assurer un financement durable du réseau postsecondaire sans pour autant augmenter les taxes et les impôts des plus démunis et de la classe moyenne. Comment faire? Imposer 100% des gains en capital (346 M\$) et augmenter de 1,42% la taxe sur le capital des institutions financières (705 M\$) et de 1,4% le dernier palier d'imposition (294 M\$). Toutes ces mesures, échelonnées sur 5 ans, généreraient à terme des revenus suffisants pour abolir les frais de scolarité et régler le sous-financement.

La plus récente étude de l'IRIS avait pour but de montrer les coûts relativement faibles que requiert une mesure telle que la gratuité scolaire. Les arguments invoquant la fatalité économique ou le caractère inévitable des hausses de frais ne sauraient donc se substituer à un véritable débat sur l'éducation, c'est-à-dire un débat dont les chiffres et les calculs avancés n'ocultent pas les valeurs qui sous-tendent les choix que fait une société dans un domaine aussi vital.



L'UQAM, toujours en crise?

En arpentant les couloirs uqamiens, on pourrait croire depuis quelques semaines que tout est normal, que rien ne bouge plus. Dans les journaux, plus une seule «une» depuis quelques semaines, le calme plat. Pour peu, on croirait que l'administration doit s'ennuyer de toute cette fébrilité. Nous sommes en période de négociation, d'ici le 29 février l'UQAM devra s'entendre avec le ministère pour produire un plan budgétaire «acceptable»... pour qui, la question reste ouverte.

Sur le plancher des vaches (meuh!) est-ce que la situation des étudiantes et étudiants est revenue au beau fixe, elle? Rien n'est moins sûr. En fait, notre vie ici est de moins en moins facile. D'abord, les frais ont augmenté et de plus en plus de camarades se trouvent avec plus de problèmes d'endettements et de crédits. Ensuite, l'embauche de professeur-e-s est gelée alors que nous

avons déjà un manque criant de professeurs à l'UQAM. Mais il n'y a pas que des profs qu'on refuse d'embaucher à l'UQAM: les assistants de cours, les assistants à la recherche et les correcteurs aussi sont de moins en moins nombreux. Pour ceux et celles qui sont au premier cycle, ça veut dire moins d'appuis dans leur cheminement pédagogique, alors qu'au deuxième cycle, cette diminution est synonyme de perte d'emplois ou de contrats qui s'amointrissent substantiellement.

Plein d'autres petits tracas viennent agrémenter notre quotidien. Les chaires de recherche, par exemple, doivent verser le double de leur contribution à l'UQAM. Ces montants vont généralement puiser dans ce qu'elles se gardaient pour embaucher des étudiants et des étudiantes. Parfois, on sombre carrément dans le ridicule: le centre sportif, au lieu de prêter ses cadenas

comme il le faisait depuis son ouverture; les vendis désormais. Économies de bout de chandelle qui ne changeront rien en bout de compte. Économisons des millions à coup de cadenas...

Avec la déprime que subit actuellement le mouvement étudiant, l'UQAM montre le vrai visage de ce contre quoi nous nous battons, ou devrions nous battre. Ce qui commence ici est le destin promis aux autres universités, à commencer par celles du réseau UQ. Manque d'espace, manque de financement, manque d'appui, gouffre financier, faillite technique, tutelle, fermeture.

L'UQAM n'a jamais plu aux gouvernements, quels qu'ils soient. Le savoir qu'on y enseigne, les gens qui y sont formés entravent trop souvent le bon déroulement des choses. Elle est née de manifestations dans la rue, ce n'est pas autre chose qui la sauvera.

Gare à la presse!

Par Julien Vadeboncoeur

Il faut dire qu'on ne nous a pas fait de fleur dans l'espace médiatique ces quelques mois derniers. Un Jean Charest courageux qui brade les associations étudiantes et les syndicats conservateurs restés 30 ans en arrière, voilà à quoi on a eu droit. Mais qu'on se le tienne pour dit, les journalistes ont vendu leur âme et leurs tribunes au néolibéralisme.

Premièrement, rappelons que les médias québécois sont concentrés dans de grands empires de l'information, principalement Quebecor et Power corporation. Ils font trop souvent la promotion des réformes néolibérales, et force est de constater qu'ils en profitent largement en général (déréglementation, privatisation, etc.). Par ailleurs, ils contrôlent la quasi-totalité de ce qui s'écrit au Québec.

«Le président de la CSN, Marc Laviolette, a rappelé que depuis novembre dernier les deux principales entreprises de presse écrite au Québec se partagent 96% du tirage global des quotidiens.» Les grosses têtes de ces boîtes, elles-mêmes soigneusement choisies dans la crème néolibérale (André Pratte,

éditorialiste en chef de La Presse, est un cosignataire du Manifeste pour un Québec lucide entre autres), réservent d'ailleurs bien souvent une place de choix aux protagonistes de droite.

Voilà qui nous amène à une deuxième considération: Les grands médias québécois sont reliés à un vaste réseau d'organisations comprenant des think tank comme le Conseil du Patronat du Québec qui militent depuis belle lurette pour la marchandisation de l'éducation. Le 26 avril dernier par exemple, c'est à nul autre que Michel Kelly-Gagnon, président du Conseil du Patronat du Québec, que La Presse réservait ses lignes pour «casser» les quelques récalcitrants au dégel des frais de scolarité dans une lettre d'opinion.

Dire que ce «pauvre» type qui représente les compagnies les plus riches du Québec, et dont le salaire brut annuel se chiffre à ni plus ni moins que 1 million de dollars, se fait offrir la grosse tribune. Les associations étudiantes arrivent pourtant difficilement à se faire couvrir et, jamais au grand jamais, on ne nous offrirait un espace pour écrire une lettre d'opinion de la sorte.

Par ailleurs, il est devenu à la mode ces temps derniers de rabrouer les étudiant-e-s. Les libres penseur-e-s, comme ce fameux Pierre Légaré, s'improvisent sur la place publique pour dénoncer avec condescendance le conservatisme de gauche et les vieilles méthodes syndicales. Non mais franchement, ça fait bien vingt ans qu'on essuie coupure par-dessus coupure. L'accessibilité perd du terrain en éducation et la mobilisation n'est pas toujours aussi prompte que peuvent le prétendre ces faiseur-e-s d'opinion trop souvent mal informés.

Au final, rappelons-nous que les chroniqueurs et chroniqueuses en tout genre, qui nous ridiculisent semaine après semaine, ont étudié dans le temps où ça coûtait quoi... 500 \$ une session d'université. Ils sont maintenant payé en moyenne quoi... 50 000 \$ pour nous clouer le bec et nous faire sentir qu'on ne paie pas assez, qu'on ne travaille pas assez, alors qu'environ 70% des étudiants et étudiantes vivent en-dessous du seuil de la pauvreté.

«Moi pis Péladeau,
on soupe ensemble dimanche!»



Répression policière à Drummondville

Par **Éric Faucher**

Le 16 octobre dernier, les étudiants et les étudiantes du Cégep de Drummondville avaient à se positionner par rapport à l'éventuelle grève générale illimitée. Bien que les membres de l'AGECD aient décidé de ne pas entrer en grève dans une proportion de 52%, l'assemblée générale a tout de même donné son aval à l'organisation d'une manifestation dans les rues de Drummondville dans une forte proportion et ce, dès que l'assemblée serait terminée. Le but de cette manifestation était de revigorer les étudiants et les étudiantes qui étaient en forte proportion d'accord avec les revendications et de faire comprendre aux habitants et habitantes de la ville que nous n'abandonnions pas la lutte.

Le début de la manifestation s'est bien déroulé, jusqu'à l'arrivée des forces de l'ordre (sic) qui ont demandé aux étudiantes et étudiants de se retirer de la rue et de manifester sur les trottoirs. Bien entendu, les manifestants et manifestantes

ne l'ont pas entendu ainsi et continuèrent leur marche pacifiquement. Environ une demi-heure après cette intervention, alors que la manifestation tirait à sa fin, les forces policières se sont fait de plus en plus sentir. Au bout d'un moment, les policiers et policières ont décidé de passer à l'action et arrêterent brutalement une étudiante et un étudiant dont le seul crime était de tenir une bannière sur laquelle on pouvait lire « gratuité scolaire ». Ils mirent ainsi la manifestation en déroute et réussirent finalement à capturer 2 autres étudiants qui, selon leurs dires, étaient « les agents perturbateurs ». Cette intervention aurait pu avoir des conséquences désastreuses sur la mobilisation étudiante ; cependant, le contraire s'est produit et nous assistons à un engouement de la mobilisation ! Ce n'est qu'un début, continuons le combat !

1. VILLENEUVE, Dominic, « Les cégépiens disent timidement non à une grève », L'Express, 35^e année, no 17, dimanche 21 octobre 2007, page 6-7.

S'occuper de politique

Par **Julien Vadeboncoeur**

Si tu t'occupes pas de la politique... c'est elle qui s'occupera de toi.

La politique étudiante, aussi casse-tête qu'elle puisse être, n'en demeure pas moins une tentative visant à briser le silence politique qui afflige le Québec depuis trop longtemps déjà. Alors que nos élites politiques, d'un commun accord, jouent le jeu du théâtre néolibéral, que l'avenir du Québec ne rime plus qu'avec efficacité, croissance économique et compétitivité, nous nous devons d'ouvrir une brèche pour troubler ce consensus fictif.

Mais qu'est-ce donc que ce silence politique ? Sans doute l'impossibilité devant laquelle nous nous retrouvons de discuter l'avenir de notre société. Un avenir qui nous échappe, de plus en plus dominé par les jeux de la finance internationale et occulté par les procédés techniques que nous servent les politiciens.

Dorénavant, ce ne sont plus les paroles ni les idées qui fondent le politique, mais la cote de popularité, le style et la crédibilité. Les techniques de marketing électoral sont au goût du jour. Ce n'est plus le projet politique qui compte, mais les capacités de l'agent ou l'agente de relations publiques à vendre le programme.

C'est que les dés sont pipés d'avance. Il n'y a plus grand-chose à discuter quand on s'est mis d'accord sur le fond. Les différents programmes politiques ne sont plus que des variantes stylistiques d'un agenda économique accrédité depuis bien longtemps. À l'ordre du jour : marchandisation et privatisation des services publics. Les gouvernements de par le monde scandent à l'unisson les ordonnances de la haute finance. Plans d'ajustements structurels, modernisation et réingénierie ne sont que les vocables locaux d'un plan d'envergure.

Et pour ne pas s'ennuyer au bulletin du soir, il faut bien un peu de spectacle. Voilà donc que la commission Taylor-Bouchard jaillit dans notre salon. Au même moment, on dirige pourtant la commission Castonguay sur l'avenir du système de santé qui prescrira assurément de renforcer l'intervention du privé. Voilà qui n'est sans doute pas d'intérêt public !

L'intérêt public n'a effectivement pas la cote par les temps qui courent. Et les voix qui s'élèvent à sa défense ne peuvent compter sur une quelconque tribune médiatique. Les espaces où il demeure toujours possible de s'exprimer sur notre avenir sont peu nombreux. Mais ils existent bel et bien. Nos assemblées générales en sont l'exemple. En y participant, nous devenons acteurs et actrices de notre société. Il nous devient alors possible de définir un projet politique et de le mettre de l'avant. Nous quittons enfin la salle pour nous imposer sur la scène. Car c'est sur cette scène que l'on peut reprendre le contrôle d'un monde qui nous échappe et qui, autrement, nous en mettra plein la gueule.

Muselage et arrestations gratuites à Sherbrooke

Alors qu'une centaine d'étudiants et d'étudiantes manifestaient pacifiquement afin de dénoncer la hausse des frais de scolarité, le Service de police de Sherbrooke a procédé à l'arrestation aléatoire de six manifestants et manifestantes.

En effet, celles-ci et ceux-ci ont été pris à part de la marche sous prétexte d'avoir entravé le travail d'un policier tandis que le tout se déroulait dans le calme.

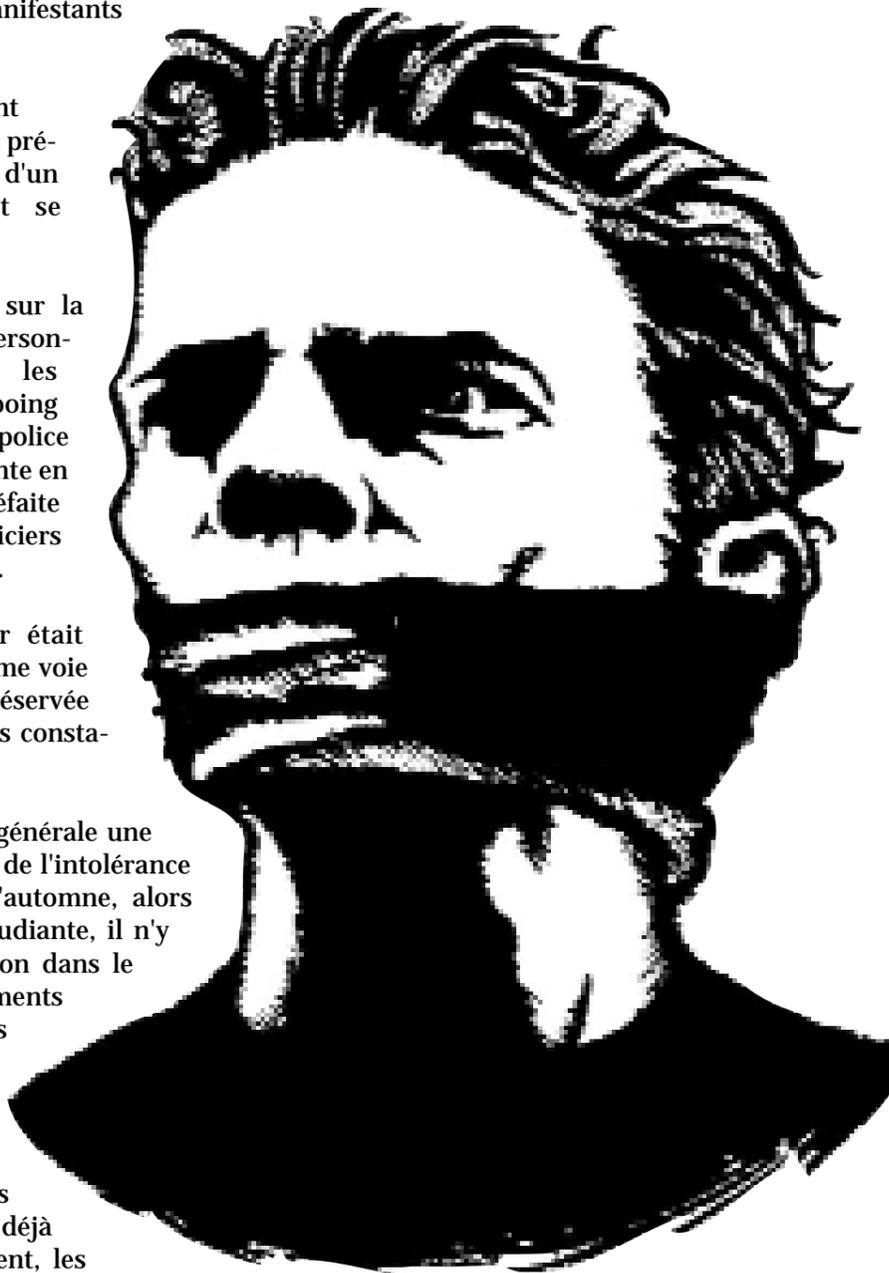
« J'ai vu les policiers fondre sur la foule, agripper par le bras les personnes qui animaient le plus les marcheurs pour les amener poing dans le dos vers les voitures de police » déclare Céline Hequet, étudiante en biologie. « En plus, j'ai été stupéfaite par le nombre exagéré de policiers pour la situation », ajoute-t-elle.

Le prétexte du corps policier était qu'on empiétait sur une deuxième voie routière. Or, la route était déjà réservée à l'événement par les motos des constables.

On remarque de manière plus générale une augmentation impressionnante de l'intolérance policière depuis le début de l'automne, alors qu'en 2005, durant la grève étudiante, il n'y avait eu qu'une seule arrestation dans le cadre des très nombreux événements qui ont été organisés. Nous voyons là une manière de décourager le mouvement étudiant de s'exprimer.

Concrètement, c'est 141 dollars rajoutés à une facture scolaire déjà difficile à assumer. Ironiquement, les

policiers se sont emparés d'un cercueil construit pour l'occasion par les étudiants. S'agit-il de l'enterrement du droit de manifester ?



Loi-cadre et impôt post-universitaire

Les désolantes propositions des fédérations étudiantes

Par Jessyka Boulanger
et Hubert Gendron-Blais

Comme nouveau «pacte social de l'éducation post-secondaire», la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) propose deux options: une loi-cadre et l'impôt post-universitaire. Par leur vision clientéliste et individualisée, ces propositions mettent en danger l'essence même de l'organe émancipateur d'une société: l'éducation.

Une loi-cadre corporatiste

La loi cadre proposée par les fédérations étudiantes introduirait les frais afférents sous l'appellation de «droits administratifs», c'est-à-dire des frais «exigés des étudiants par les universités, qui sont inhérents à la présence des étudiants dans les universités mais qui ne sont pas des droits de scolarité.» Selon cette définition, les institutions postsecondaires pourraient charger tous les frais reliés à l'éducation, déresponsabilisant l'État à toute contribution.

Par la suite, aucune hausse ne pourrait être imposée à ces dits droits sans l'accord des «associations étudiantes représentant les étudiants côtisant». Cette formule n'impliquerait aucune consultation de la population étudiante via les assemblées générales locales, laissant agir les conseils exécutifs (nationaux?) en leur nom.

De plus, cette loi serait une porte grande ouverte à l'instauration des droits de scolarité au cégep.

En effet, le projet des fédérations stipule que la perception des droits de scolarité par crédit ne dépasserait pas un montant fixe selon le statut de l'étudiant-e, cégeps et universités confondus. La FEUQ omet le fait que la présence des droits de scolarité vient nier le droit universel à l'éducation à la base même de l'existence des cégeps.

L'impôt post-universitaire ou l'éducation comme investissement personnel

La FEUQ met aussi de l'avant le modèle de l'impôt post-universitaire (IPU), selon lequel les frais de scolarité d'une cohorte universitaire sont reportés à la fin des études et doivent être remboursés individuellement dès que l'étudiant-e jouit d'un revenu suffisant (20 000 \$ par an).

Le hic, c'est que ce seuil est précisément équivalent au seuil de la pauvreté, ce qui implique que l'étudiant-e devra faire face à une dette d'étude considérable dès que son revenu lui permet d'en émerger. Sans compter que l'IPU ne collectivise pas les dettes liées à l'AFE, ce qui crée d'importantes disparités entre les bénéficiaires et les non-bénéficiaires. L'endettement étudiant est donc soigneusement préservé par l'impôt post-universitaire.

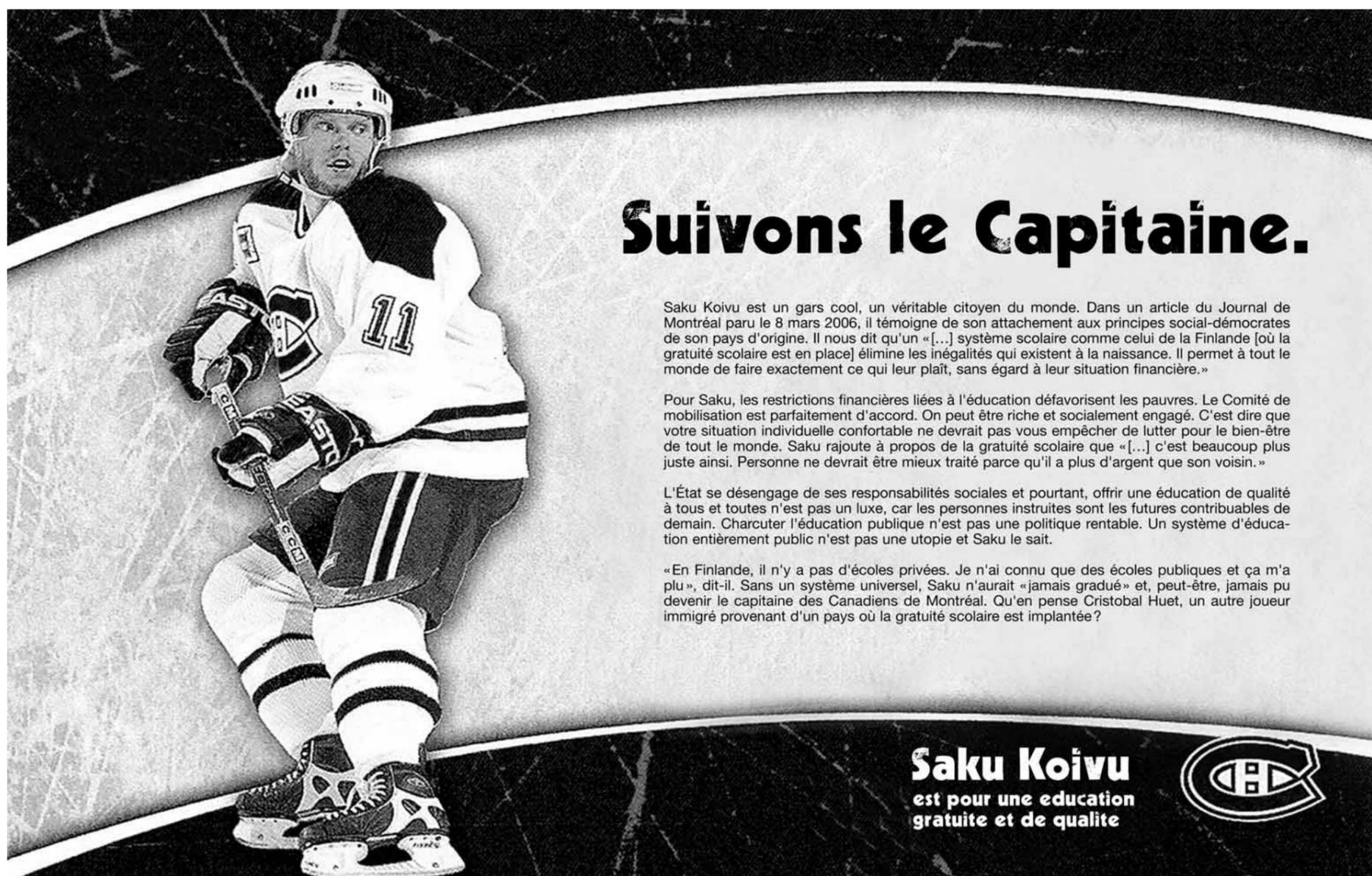
De plus, l'IPU entérine la déresponsabilisation de l'État dans le financement de l'éducation post-secondaire puisqu'il renvoie le fardeau des frais de scolarité aux étudiant-e-s. Ce modèle se fie à la volonté politique pour fixer la «part» payée

par les étudiant-e-s (le taux de remboursement post-études étant proportionnel aux hausses de frais). Pourtant, les expériences de l'Ontario et du Royaume-Uni nous montrent que chaque hausse des frais de scolarité aura entraîné un désengagement supplémentaire de l'État.

Dérive de la lutte pour le droit à l'éducation

Ainsi, par leurs propositions, les fédérations étudiantes s'enferment dans un «réalisme» compréhensible, et vont sous-entendre que l'éducation post-secondaire est un privilège social et non un droit collectif. Leurs analyses ont donc totalement intégré l'idéologie du capital humain, selon laquelle l'éducation n'est qu'une formation professionnelle procurant un emploi et un revenu satisfaisant, et qu'elle est en ce sens un investissement personnel et non une responsabilité sociale.

Peut-on se surprendre de cette attitude soumise, alors que les fédérations s'embourbent dans le concertationnisme en pensant encore faire changer d'idée le gouvernement libéral par des rapports et analyses? L'ignorance de la ministre des conclusions de ses propres «experts» démontre que la hausse des frais de scolarité est un choix politique: ce n'est qu'en faisant activement pression sur ce gouvernement que nous le ferons reculer. Le temps n'est plus à la paperasse, mais à la construction d'un véritable rapport de force.



Suivons le Capitaine.

Saku Koivu est un gars cool, un véritable citoyen du monde. Dans un article du Journal de Montréal paru le 8 mars 2006, il témoigne de son attachement aux principes social-démocrates de son pays d'origine. Il nous dit qu'un «[...] système scolaire comme celui de la Finlande [où la gratuité scolaire est en place] élimine les inégalités qui existent à la naissance. Il permet à tout le monde de faire exactement ce qui leur plaît, sans égard à leur situation financière.»

Pour Saku, les restrictions financières liées à l'éducation défavorisent les pauvres. Le Comité de mobilisation est parfaitement d'accord. On peut être riche et socialement engagé. C'est dire que votre situation individuelle confortable ne devrait pas vous empêcher de lutter pour le bien-être de tout le monde. Saku rajoute à propos de la gratuité scolaire que «[...] c'est beaucoup plus juste ainsi. Personne ne devrait être mieux traité parce qu'il a plus d'argent que son voisin.»

L'État se désengage de ses responsabilités sociales et pourtant, offrir une éducation de qualité à tous et toutes n'est pas un luxe, car les personnes instruites sont les futures contribuables de demain. Charcuter l'éducation publique n'est pas une politique rentable. Un système d'éducation entièrement public n'est pas une utopie et Saku le sait.

«En Finlande, il n'y a pas d'écoles privées. Je n'ai connu que des écoles publiques et ça m'a plu», dit-il. Sans un système universel, Saku n'aurait «jamais gradué» et, peut-être, jamais pu devenir le capitaine des Canadiens de Montréal. Qu'en pense Cristobal Huet, un autre joueur immigré provenant d'un pays où la gratuité scolaire est implantée?

Saku Koivu
est pour une éducation
gratuite et de qualité



La fabrique de l'étudiant-e consentant-e

Technicisation des universités et production d'étudiant-e-s désocialisé-e-s

Par **Éric Martin**

**Doctorat en pensée politique,
Université d'Ottawa**

Bien avant d'affronter des corporations ou des magnats capitalistes, certes détestables, le mouvement étudiant se bute à l'emprise croissante de l'idéologie libérale qui aliène déjà des pans entiers de la population étudiante. Celle-ci tend à intérioriser un discours compétitiviste et anti-syndical qui la dépossède, et dont l'aboutissement est pourtant la destruction de l'Université et celle de sa propre liberté.

Les universités se transforment de trois façons. D'abord, le financement, l'espace, la mission, le contenu, bref, la *nature* de l'institution universitaire change à travers l'arrimage direct sur le marché, celle-ci devenant une *organisation* de formation de main-d'oeuvre tout entière dédiée à répondre aux *besoins du marché*.

C'est ce qu'on pourrait appeler la libéralisation-technicisation de l'université, puisqu'il s'agit somme toute d'appliquer le libéralisme économique (la loi du marché) dans le secteur de l'éducation, de réorienter les institutions et les diplômés vers les secteurs techniques « utiles » à la productivité et à l'accumulation du capital.

En deuxième lieu, l'institution se transforme en fournisseur de service commercial. En effet, l'*organisation* universitaire doit courtiser la « clientèle étudiante » et les employeur-e-s-demandeur-e-s. Elle le fait par fonction (fournir des contenus à des travailleurs et travailleuses-endevenir demandant de la qualification, fournir une main-d'oeuvre qualifiée à l'entreprise), mais aussi parce qu'elle manque de sources de financement, puisque l'état capitaliste l'affame délibérément. La voici forcée de se vendre de tous les côtés, tant aux consommatrices d'éducation qu'aux consommateurs d'employés.

En troisième lieu, et c'est ce qui nous intéresse, l'université et les collèges créent des programmes de formation-training d'employé-e-s (gestion-marketing-communication-technique-ingénierie, etc.) qui drainent le financement des secteurs classiques de l'Université (Humanités, Arts, Sciences non-instrumentales, Philosophie, Sociologie, etc.) et dans lesquels les gens sont admis, à la suite de harangues publicitaires, *selon le mode du clientélisme*.

Le réseau dont ils et elles proviennent est déjà traversé de part en part par la promotion des valeurs de performance, de compétitivité, d'entrepreneurship, d'utilitarisme à tout vent, le tout complétement par la pédagogie débile de « l'approche par projet » (tout devient de la « gestion de projet ») et la vacuité de plus en plus totale au niveau du contenu, dont l'aboutissement logique est la suppression de la formation générale, surtout la culture et la philosophie, au profit de formations *ultraspécialisées*.

Dans son excellent essai sur la civilisation libérale intitulé *L'Empire du moindre mal*, Jean-Claude Michéa reconnaît à juste titre qu'après avoir rigolé longtemps de l'idée socialiste de « l'homme nouveau », c'est le capitalisme qui est en passe de le produire, notamment en s'adressant aux enfants et en subvertissant les modes de



socialisation et de représentation (dont l'éducation, mais aussi la famille, l'art, etc.)

Le libéralisme, depuis Hobbes, prétend avoir trouvé la véritable nature de l'humain, compris comme un être mû par son intérêt individuel bien compris et ses passions, enclin à agresser et piller son voisin ou sa voisine. L'état de nature, c'est « la guerre de tous contre tous ». La société, alors, ne saurait être gouvernée sur la base de vérités ou de normes communément reconnues. En effet, comment peut-on voter des lois *si l'on ne reconnaît en l'autre qu'un ou une adversaire* dont il faut nier l'existence? L'ordre social n'est plus alors pensé que sur la base d'une gestion essentiellement technique des égoïsmes débridés.

Or, nous dit Michéa, les gens ne fonctionnent pas sur cette base, notamment à cause des liens sociaux qu'ils et elles entretiennent entre eux et elles, hérités de la tradition, de l'histoire, de la culture, bref, d'une certaine *humanité* transmise. Apparaît alors ce paradoxe édifiant qui veut que pour que les gens vivent selon leur *nature* et cessent de s'opposer au bon fonctionnement du Marché, il faut les *arracher à l'illusion de ce qu'ils étaient*, c'est-à-dire *produire des gens qui sont des loups les uns et les unes pour les autres*.

Voici donc que le capitalisme s'affaire à produire des individus socialisés par la télévision, la publicité, les jeux vidéos aux valeurs *d'individualisme tolérant/respectueux*, mais toujours *compétitif* du libéralisme, cognant aux portes d'universités en voie de technicisation pour y acquérir - quitte à s'endetter - les connaissances productives qui les rendront employables (moyennant *mise à jour* continue, comme les logiciels) dans un monde bourdonnant d'activité, mais dont la structure est réputée immuable.

Passons sur la dépossession et l'escroquerie dont sont victimes ces gens (à qui l'on refile une éducation de camelote à prix fou, et qui ne font

somme toute que payer des sommes astronomiques pour avoir le privilège d'être instrumentalisé-e-s et utilisé-e-s par les organisations transnationales, comme ces étudiants et étudiantes d'écoles de commerce en France, qui casquent dans les 10000 \$ par an pour devenir des espèces d'über-gérants d'épicerie) et constatons qu'ils et elles ont parfaitement intériorisé-e ce qui est attendu d'eux et elles, à la manière d'une condition de survie, ce qui les rendra hostiles, voire agressifs et agressive à toute perspective de les ralentir dans la course « de tous contre tous », autant dire : la guerre puisque, comme le disait Jean-Paul Curnier dans *Manifeste*, la compétition économique n'a rien d'un plaisir sportif... et qu'au bout, pourrait-on ajouter, les gens crèvent.

Il faudra donc tôt où tard rompre avec ce schème qui prétend défendre l'ensemble des étudiants, des étudiantes et des institutions de l'agression de l'État et réaliser que le mouvement étudiant est engagé plutôt dans une *guerre de positions* (Gramsci) contre la technicisation-*embourgeoisement* des lieux d'enseignements ET DES CONSCIENCES ÉTUDIANTES qui exige que soit déconstruit un puissant appareil idéologique libéral-atomiste dont l'emprise sur les membres est beaucoup plus formidable que la très simpliste et très économiciste *sensibilité du portefeuille*... dont attend trop souvent qu'elle provoque le soulèvement spontané des masses.

(1) Embourgeoisement, oui, mais pas tant au sens où les gens proviennent des classes aisées au plan matériel (quoi que cela soit certainement un des effets de la hausse des droits de scolarité), mais plutôt au sens où les pauvres (qui s'imaginent faire partie du premier échelon d'une « classe moyenne » vaste (telle que courtisée par le populisme de droite) sont eux et elles aussi habitée-e-s par la fiction d'une mobilité sociale/participation à l'élite, laquelle passe par l'apprentissage à l'école des règles de l'entrepreneurship *quitte à s'endetter*, dans l'espoir de s'assurer plus tard une plus grande part de l'assiette des revenus. C'est ainsi que le fils ou la fille de travailleur *s'identifie à la classe dominante et à son mode de vie* et nie sa propre condition d'étudiant ou de travailleur exploité au profit d'une anticipation avide de son statut de *gagnant* sur le marché du travail (voir les pubs de comptables agréés qui font de l'escalade, du vélo de montagne et pratique l'héroïsme dans leur bureau).



GRATUITÉ SCOLAIRE .INFO

POUR UN RÉINVESTISSEMENT PAS N'IMPORTE COMMENT!

GRATUITÉ SCOLAIRE .INFO
POUR UN RÉINVESTISSEMENT PAS N'IMPORTE COMMENT!



VOUS TROUVEREZ SUR LE SITE:

LE MÉMOIRE
SUR LA GRATUITÉ SCOLAIRE
TOUS LES DÉTAILS
SUR LA HAUSSE DE FRAIS
ÉTUDES DE CAS INTERNATIONAUX
DES STATISTIQUES PERTINENTES
LE PRINCIPE DU DROIT À L'ÉDUCATION
DU MATÉRIEL D'INFORMATION